
Études de cas sur le plaidoyer**Honduras : protéger les forêts nationales**

Thème : Terres et propriété
Environnement et changement climatique

Approche de plaidoyer : Création d'alliances et de coalitions
Mobilisation des populations et faire campagne
Utilisation des médias

Le gouvernement du Honduras avait présenté un projet de réforme de la législation forestière qui devait autoriser la vente de larges sections du domaine forestier national à des sociétés d'exploitation forestière qui étaient ensuite libres de reboiser ou non les terrains exploités. Ce projet occultait l'importance des forêts nationales du Honduras pour les agriculteurs pauvres et les groupes autochtones vivant dans ces régions.

Consciente des conséquences désastreuses potentielles, l'organisation Asociación para una Sociedad más Justa (Association pour une société plus juste), partenaire de Tearfund, s'est alliée à des représentants de divers secteurs (groupes autochtones, coopératives, réseau évangélique, agroécologistes et groupements d'agriculteurs) pour tenter d'obtenir l'amendement du projet de législation. Ils ont recruté des consultants pour analyser le projet et présenter des contre-propositions raisonnables au gouvernement. Ils ont également lancé une campagne de presse pour sensibiliser le public au problème et faire pression sur le gouvernement afin de l'amener à négocier.

Le gouvernement s'est engagé à ce qu'aucune réforme de la législation forestière ne soit portée devant le congrès national sans son approbation par un comité constitué de représentants de l'alliance, du gouvernement et des sociétés d'exploitation forestière. L'alliance a participé aux négociations au sein de ce comité et poursuivi son travail de sensibilisation auprès du public, des médias et des membres du comité. La plupart de leurs propositions furent acceptées, et les groupes marginalisés comme les agriculteurs pauvres, les coopératives et les groupes autochtones ont pu participer pour la première fois à l'élaboration d'une loi qui les affectait directement, même si les populations autochtones regrettaient encore que leurs droits n'aient pas été pris en compte de manière plus explicite.